


GOOD PRACTICES 6

Magazine de capitalisation des bonnes pratiques relatives aux droits humains au genre à la recherche et au renforcement des systèmes communautaires

Semestriel N° 00006 Décembre 2023



Promouvoir des pratiques exemplaires pour un impact durable

Le projet AZIMA: Renforcer les systèmes communautaires pour un impact durable

Réussites et défis du NFM3 au Cameroun, vers une santé durable pour tous

CARE et ACT renforcent les capacités des acteurs clés dans la lutte contre les drogues

Intégration des droits humains et du genre dans la rédaction de la note conceptuelle.

Directeur de publication : Kevin AMBAH EVINA

Siège RUE 5027 Titi Garage / BP 14760 Yaoundé Cameroun secretariat@affirmativeact.org

Site Web : www.affirmativeact.org [f](#) Affirmative Action Officiel





Promouvoir des pratiques exemplaires pour un impact durable

Chers lecteurs,
C'est avec une grande satisfaction que nous vous présentons la sixième et dernière parution du magazine semestriel GOOD PRACTICES, dans le cadre du projet AZIMA. Au fil des éditions, nous avons exploré diverses initiatives et avancées dans le domaine de la santé, en mettant l'accent sur les pratiques exemplaires qui visent à améliorer la vie des communautés les plus vulnérables.

Dans ce numéro, nous vous proposons une sélection d'articles qui illustrent l'importance de l'intégration des droits humains et du genre dans la rédaction de la note conceptuelle pour le financement du GC7 du Fonds mondial et du renforcement des capacités des acteurs clés dans la lutte contre les drogues.

De plus, cette édition met en lumière les réalisations de deux (02) projets qui sont en fin de cycle : le projet AZIMA sur son apport dans le renforcement du système communautaire et le NFM3 sur les avancées significatives réalisées dans la lutte contre le VIH/SIDA

grâce au soutien du Fonds mondial. Tous ces progrès témoignent des efforts soutenus déployés pour promouvoir une santé durable pour tous.

À travers ces articles, nous souhaitons souligner l'importance des pratiques exemplaires et de l'implication des communautés dans la promotion d'un impact durable. Les initiatives présentées dans ce numéro illustrent les résultats positifs qui peuvent être obtenus lorsque les droits humains, le genre, la recherche communautaire et le renforcement des capacités sont intégrés de manière holistique dans les projets de développement.

Nous espérons que ce dernier numéro de GOOD PRACTICES vous inspirera et vous incitera à poursuivre vos propres efforts pour promouvoir des pratiques exemplaires et construire un avenir plus juste et plus sain pour tous.

Bonne lecture !

L'équipe éditoriale

Rédacteur en chef :

TIECK Stéphan

Comité de relecture :

ESSOMBA Simon Pierre

FETUE TOKAM Martin

NDJOCK David Lionel

ABAMBA Albert

Dr NGO SECBE Jessica

MFOULOU Montserrat

ONGBESSAK Ginnette

Comité de suivi :

OMBILITEK Jacques

NGOBO A BOKO Judith Patricia

Création graphique :

YUODOM YUBI Hervé (C.E.O Y-Graphic Design)



Intégration des droits humains et du genre dans la rédaction de la note conceptuelle

La rédaction de la note conceptuelle revêt une importance cruciale dans le processus de demande de financement auprès du Fonds mondial. Il est désormais reconnu que l'intégration des droits humains et du genre dans toutes ses dimensions est essentielle à cette étape pour garantir des programmes de santé équitables, inclusifs et respectueux des droits fondamentaux.

Le droit à la santé est un droit humain qui implique la possibilité d'avoir accès à des soins de qualité pour toute la population sans discrimination. L'intégration d'une approche fondée sur les droits humains dans la rédaction de la note conceptuelle permet de garantir l'accès aux soins de santé pour tous, sans discrimination ni stigmatisation. Cela implique de reconnaître et de respecter les droits des populations clés et groupes vulnérables, qui sont souvent les plus affectés.

De même, intégrer une perspective

de genre dans la rédaction de la note conceptuelle est essentiel pour répondre aux besoins spécifiques des diverses composantes du genre. Cela implique de comprendre les inégalités de genre dans l'accès aux soins de santé, d'identifier les obstacles à l'égalité des sexes et de genre, et de proposer des interventions adaptées pour promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs pour tous.

Les ateliers thématiques organisés par la société civile lors du dialogue pays pour le financement du GC7 du Fonds mondial ont permis de recueillir les besoins et les priorités des populations clés et des groupes vulnérables. Ces échanges ont mis en évidence l'importance des droits humains et du genre dans les propositions des pays.

Dans le cadre du NFM3 des politiques et des programmes spécifiques visant à éliminer la discrimination et la violence basée sur le genre ont été élaborés (Stratégie Sectorielle Santé, Plan Stratégique

National...), garantissant ainsi l'accès équitable aux soins de santé pour tous, indépendamment de leur genre ou de leur orientation sexuelle. A côté de cela, des mécanismes de suivi et d'évaluation ont été mis en place pour s'assurer que les programmes de santé respectent les droits humains et l'égalité des genres. Cela inclut la collecte de données ventilées par sexe et par âge, la formation des professionnels de la santé sur les questions de genre et de droits de humains, ainsi que la mise en œuvre de mesures de responsabilité pour lutter contre les discriminations et les violations des droits. Cette prise en compte a permis de mettre en œuvre des interventions plus spécifiques vers les cibles indépendamment de leur genre, ou de leurs pratiques à risques (TS/CTS, HSH, TG, UD/UDI...etc).

Ainsi, l'intégration des droits humains et du genre dans la rédaction de la note conceptuelle présente de nombreux avantages. Tout d'abord, cela permet de garantir des programmes de santé plus efficaces et mieux adaptés aux besoins des communautés. En tenant compte des réalités spécifiques des populations clés et en luttant contre les inégalités de genre, il est possible de promouvoir une meilleure utilisation des ressources et d'obtenir des résultats plus durables.

Cependant, cette intégration présente également quelques défis, au rang desquels, les résistances culturelles ou politiques lorsqu'il s'agit d'aborder des questions sensibles liées aux droits humains et au genre ; la difficulté de collecter des données ventilées et de mettre en place des mécanismes de suivi et d'évaluation appropriés pour mesurer l'impact des programmes sur les Droits humains et l'égalité des genres.

*Dr SOKA Armelle
Responsable Ethique de l'ICN /
Consultante dans le cadre du
Dialogue Pays.*



Le projet AZIMA : Renforcer les systèmes communautaires pour un impact durable

Financé par l'organisation AIDS and Rights for Southern Africa (ARASA) et mis en œuvre par l'ONG AFFIRMATIVE ACTION (ACT) au Cameroun, le projet AZIMA a pour l'un de ses objectifs de renforcer les systèmes communautaires pour un développement durable. En effet, le renforcement des systèmes communautaires est essentiel pour promouvoir le développement durable. En impliquant activement les communautés dans la conception et la mise en œuvre des projets, il devient possible de répondre de manière plus efficace et pertinente aux besoins locaux et de créer des systèmes résilients.

L'approche adoptée a été une approche participative en consultation des membres de la communauté, au moyen des forums de discussion et de la mise en place d'une taskforce, pour identifier leurs besoins, leurs priorités et leurs capacités à assurer leur prise en charge dans la demande de financement pour le GC7. Par ces initiatives, les communautés ont été encouragées à jouer un rôle actif dans la planification et la mise en œuvre des interventions devant meubler le GC7. De plus, le projet a mis l'accent sur le renforcement des capacités des acteurs communautaires par le biais de formations sur des questions liées au leadership, à la

gestion de projet, à la mobilisation communautaire et au plaidoyer.

Ainsi, les communautés ont été mieux informées et impliquées dans les stratégies nationales de lutte contre le VIH/SIDA, la Tuberculose et le Paludisme. Les acteurs communautaires ont acquis des compétences essentielles pour soutenir et promouvoir la santé publique au niveau local. De plus, le projet a contribué à l'émergence de pratiques durables en renforçant la capacité des communautés à générer et utiliser des données pour surveiller la couverture et la qualité des programmes et pour plaider en faveur de l'action programmatique.

En conclusion, le projet AZIMA a démontré l'importance du renforcement des systèmes communautaires pour un impact durable. En impliquant les communautés dans les processus décisionnels et en renforçant les capacités des acteurs locaux, il est possible de créer des systèmes résilients qui répondent aux besoins des populations les plus vulnérables et contribuent au développement durable.

*Montserrat MFOULOU
Responsable de Communication*

Réussites et défis du NFM3 au Cameroun, vers une santé durable pour tous

Le NFM3 du Fonds mondial au Cameroun a connu des avancées significatives dans la lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme. Des investissements majeurs ont été réalisés pour renforcer les systèmes de santé, améliorer l'accès aux services de dépistage et de traitement, et promouvoir la sensibilisation et la prévention.

Concernant le volet VIH, les résultats des interventions de sensibilisation sont encourageants en direction HSH, TG, UD/UDI, avec un total à date de 21 214 hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH), 703 personnes transgenres (TG), 15 698 usagers de drogues (UD) et 2 637 usagers de drogues injectables (UDI) sensibilisés et éduqués entre le 01 janvier 2021 et le 30 septembre 2023.

En ce qui concerne le dépistage, différentes stratégies ont été mises en œuvre, telles que les campagnes de dépistage volontaire, les dépistages dans les centres d'accueil et les formations sanitaires, les dépistages des cas index et l'auto-dépistage du VIH. Ces stratégies diversifiées ont permis de dépister un total de 22 138 HSH, 740 TG, 15 698 UD et 2 637 UDI. Parmi les personnes dépistées à date, 1 000 HSH, 65 TG, 318 UD et 103 UDI ont été testés positifs, ce qui représente des taux de séropositivité de 4,5% pour les HSH, 8,78% pour les TG, 2,03% pour les UD et 3,9% pour les UDI.

Le projet a également mis en place des stratégies de lien au traitement, notamment par le biais des agents psychosociaux des formations sanitaires partenaires et des pairs navigateurs. Ces stratégies ont permis à 947 HSH, 61 TG, 315 UD et 95 UDI d'être mis sous traitement antirétroviral (ARV). Malgré des défis opérationnels, 95% des personnes dépistées positives au VIH ont pu accéder au traitement. Cependant, il est nécessaire

de renforcer la stratégie de lien au traitement.

En ce qui concerne les soins et le traitement des infections sexuellement transmissibles (IST), le projet a mis en place des mesures de diagnostic syndromique et de distribution de kits d'IST. Au total, 1 793 HSH, 64 TG, 926 UD et 257 UDI ont été identifiés comme des cas d'IST, démontrant ainsi l'importance de ces mesures de prévention.

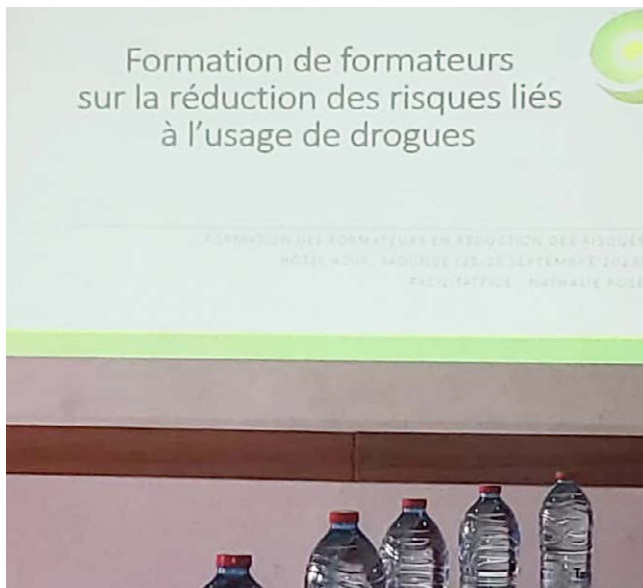
Malgré les progrès réalisés, des défis persistent dans la lutte contre le VIH/SIDA au Cameroun pour les cibles HSH, TG et UD/UDI. Des obstacles tels que le manque de ressources financières, les insuffisances des infrastructures de santé et les disparités socio-économiques continuent de limiter l'efficacité des interventions et l'accès des populations clés et des groupes les plus vulnérables aux soins de santé de qualité.

De plus, la pandémie de COVID-19 a eu un impact significatif sur les efforts de lutte contre ces maladies au Cameroun. Les ressources et l'attention ont été redirigées vers la gestion de la crise sanitaire, ce qui a entraîné des perturbations dans la prestation globale des services de santé essentiels et davantage en direction des HSH, TG et UD/UDI.

Pour atteindre une santé durable pour tous, il est essentiel de renforcer les partenariats entre le gouvernement, les organisations internationales, les acteurs de la société civile et les communautés. Un investissement continu dans les systèmes de santé, la formation des professionnels de santé et la recherche de solutions innovantes sont également nécessaires.

*Jacques OMBILITEK
Coordonnateur National FM
Pour les cibles HSH, TG, UD/UDI.*





CARE et Affirmative Action renforcent les capacités des acteurs clés dans la lutte contre les drogues

Dans le cadre de leur engagement en faveur de la réduction des risques liés à l'usage des drogues, CARE et l'ONG AFFIRMATIVE ACTION (ACT) avec le soutien de Fhi360, ont joué un rôle crucial dans le en renforçant les capacités des organisations de la société civile (OSC), du personnel de santé et des responsables du comité national de lutte contre les drogues. Leurs efforts se sont concentrés sur la tenue d'un atelier de formation des formateurs, visant à transmettre les connaissances et les compétences né-

cessaires pour mettre en œuvre des approches efficaces de réduction des risques. Cette initiative marque une contribution essentielle dans l'autonomisation des acteurs clés dans la lutte contre les drogues. Pour chacun d'entre eux cette formation a été d'un apport capital dans l'orientation de leurs différentes initiatives et actions.

Ainsi pour les OSC, les travaux ont permis de renforcer leurs capacités en matière de réduction des risques liés à l'usage des drogues et de renforcer l'expertise de ces organisations dans la mise en œuvre de programmes et d'interventions efficaces. Les participants ont acquis des connaissances approfondies sur les stratégies de réduction des risques, les bonnes pratiques et les approches fondées sur des preuves. Grâce à ces formations, les OSC sont mieux équipées pour fournir des services de qualité et adaptés aux besoins des consommateurs de drogues.

Pour le personnel de santé, cette formation a permis de renforcer les compétences des professionnels de la santé dans la prise en charge des consommateurs de drogues et la promotion de la réduction des risques. Les participants ont été formés aux techniques de conseil, aux tests de dépistage, à la gestion des overdoses et à la prescription des traitements de substitution aux opiacés. En renforçant les capacités du personnel de santé, CARE et ACT ont contribué à améliorer la qualité des services de santé destinés aux consommateurs de drogues.

Concernant les responsables du comité de lutte contre les drogues, cet atelier a permis de sensibiliser les décideurs aux approches basées sur la réduction des risques et de les outiller pour la planification et la mise en œuvre de politiques et de programmes plus efficaces. Les responsables du comité de lutte contre les drogues ont ainsi acquis une meilleure compréhension des enjeux liés à la consommation de drogues et des approches novatrices de réduction des risques.

*Stéphan TIECK
Chargé de Projet*

